



PERVENCHE BERÈS

Présidente de la Délégation socialiste française
Coordinatrice S&D de la commission économique et monétaire
Votante européenne pour la circonscription Ile-de-France
et Français établis hors de France

— LETTRE D'INFORMATION - OCTOBRE II 2016 —

ÉDITO

Jusqu'ici le temps du juste échange n'avait pas été compris par tous...

Chers Internauts,

A Bratislava, les chefs d'État et de gouvernement se sont contentés de demander l'examen des moyens de "mettre en place une politique commerciale robuste qui tire parti de marchés ouverts tout en tenant compte des préoccupations des citoyens". Il est temps qu'ils se mettent d'accord sur de nouveaux instruments de défense commerciale (IDC).

Ceux qui prétendent être favorables à une politique commerciale européenne, mais ne veulent pas changer de doctrine, font aussi fausse route. Le temps des accords de nouvelle génération ne peut pas simplement être le prolongement des anciens où l'on passerait d'une négociation des tarifs de protection à celle des législations de précaution. La nouvelle doctrine doit partir du droit des États-continentaux et des régions intégrées à l'auto-détermination, à la définition de préférences collectives. La doctrine des accords commerciaux de la Commission doit évoluer sous peine de se heurter à un mur, celui des peuples et de leurs élus.

Elle doit intégrer la protection des normes européennes en matière de protection des données, de droit du travail et de l'environnement, de service public et de normes de santé. Elle doit conduire à la négociation dans la pleine transparence d'accords dont les contentieux seraient traités, non plus par l'arbitrage privé avec des juges ad hoc nommés par les parties à chaque nouveau litige, mais par une cour permanente.

A bientôt,
Perenche Bus'.

JUSTICE FISCALE : UN NOUVEAU CHANTIER CAPITAL

Mardi 25 octobre 2016

Enfin, un impôt sur les sociétés européen, un projet d'ACCIS (Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés) !

Pervenche Berès, au nom du groupe S&D. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, vous avez dit l'attachement de ce Parlement à ce projet et vous avez raison. Nous vous souhaitons d'avoir plus de chance que vos prédécesseurs qui, le 16 mars 2011, avaient mis la précédente proposition sur la table. Vous l'avez rappelé, le contexte a peut-être changé. L'idée qu'il faut lutter contre l'évasion fiscale et que l'absence de base consolidée de l'impôt sur les sociétés favorise cette évasion fiscale a fait son chemin. L'idée qu'au fond, entre nos économies – puisqu'on nous parle toujours de compétition entre nos économies –, il vaut mieux savoir effectivement quels sont les impôts payés, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Intervention dans le débat sur le "Paquet de mesures Fiscalité des Entreprises"

[Voir la vidéo](#)

Mardi 25 octobre 2016

Nous voulons que tout le monde paie sa juste part d'impôts.

Les députés européens Socialistes et Démocrates (S&D) ont accueilli avec satisfaction les nouvelles règles communes en matière d'impôt des sociétés proposées aujourd'hui par la Commission Européenne et demandé aux Etats membres de faire preuve de davantage d'ambition. Pervenche Berès, porte-parole du groupe S&D pour les affaires économiques et monétaires : « La Commission européenne propose une « super-déduction » fiscale pour la recherche et le développement (R&D). Bien que nous soyons de fervents supporteurs de l'innovation, il est crucial d'avoir une définition très claire de la R&D afin de s'assurer que cette possibilité de déduction ne soit pas utilisée par les entreprises pour transférer artificiellement des bénéfices... ».

Communiqué du groupe S&D

[Lire la suite](#)

Lundi 10 octobre 2016

Fusion entre le London Stock Exchange et la Deutsche Börse dans le cadre du Brexit : cela relève bien plus que d'une simple affaire de concurrence !

Margrethe Vestager, Commissaire en charge de la Concurrence, est venue devant la commission économique et monétaire débattre des principales conclusions du "Rapport annuel 2015 sur la Concurrence" de la Commission européenne. Elle a également fait un point sur son action en matière d'aides d'Etat, de fusion, et de lutte contre les concentrations. Je l'ai interrogée sur les implications de la fusion entre le London Stock Exchange et la Deutsche Börse, dans le contexte du Brexit.

Intervention en commission Economique et monétaire

[Voir la vidéo](#)

PRIORITÉS POUR 2017 : ADAPTER LE BUDGET ET LE PROGRAMME DE TRAVAIL AUX DÉFIS

Jeudi 27 octobre 2016

Le Parlement européen déterminé à obtenir une révision budgétaire ambitieuse

Déficit chronique d'investissement, chômage des jeunes, accueil des migrants, changement climatique, mise en place des frontières européennes : les priorités européennes doivent porter sur ces défis. Mais où sont les moyens budgétaires permettant d'y faire face ? C'est à cette question que les eurodéputés avaient répondu dès juillet dernier

en votant le rapport de Jan Olbrycht et Isabelle Thomas qui demandait une révision d'un Cadre Financier Pluriannuel devenu obsolète. En effet, dès l'année 2015 l'essentiel des marges budgétaires avaient été absorbées par les crises multiples. Pire, certaines priorités avaient subi des coupes sombres, comme le programme contre le chômage des jeunes doté d'un « zéro euro » d'engagement en 2016.

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

Mardi 25 octobre 2016

Programme de travail 2017 : trois priorités pour la Commission, le climat, l'UEM et la politique commerciale

Pervenche Berès (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président de la Commission, je crois que vous êtes venu nous exposer le programme REFIT de la Commission européenne.

Cela fait partie de votre mandat, mais ce n'est manifestement pas ce qui permettra de convaincre nos concitoyens que la Commission se préoccupe de ce qui les concerne ou de ce qui les inquiète. Je laisserai de côté la façon dont vous gérerez la négociation du Brexit une fois que l'article 50 aura été mis sur la table par Theresa May, mais pour cette année 2017, personne ne peut, bien évidemment, passer sous silence l'enjeu de cette négociation. Je voudrais insister sur trois priorités.

Intervention dans le débat sur le programme de travail de la Commission pour 2017

[Voir la vidéo](#)

NOTRE JEUNESSE, NOTRE AVENIR

Mardi 25 octobre 2016



Garantie Jeunesse : plus de financement, pour plus de résultat

A l'issue d'un diner de concertation, et dans le cadre du Réseau social du PSE que j'anime, j'ai écrit, avec Nicolas Schmit, -ministre Luxembourgeois du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et président du réseau ministériel Affaires Sociales et Emploi du PSE, une lettre aux Commissaires Thyssen, en charge des Affaires sociales et Georgieva, en charge du Budget, pour demander que la Garantie jeunesse ne soit pas vidée de son financement.

Nous avons fait ensemble campagne pour sa création et son introduction en 2012. La Commission européenne vient d'en faire un examen positif après 3 ans d'existence. En effet, 9 millions de jeunes se sont vus proposer à travers elle, une offre d'emploi, d'apprentissage, de stage ou d'éducation continue.

Courrier à la Commission européenne

[Lire la suite](#)

IL EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS DE PROTÉGER LES LANCEURS D'ALERTE

Jeudi 20 octobre 2016

L'Europe doit harmoniser ses règles pour protéger les lanceurs d'alerte



La Commission doit proposer une "loi" européenne afin de protéger ceux qui dénoncent des actes répréhensibles ou une faute pour le bien public. Le Groupe S&D est déterminé à être aux avant-postes de ce combat et veut démontrer qu'une législation au niveau de l'UE est concrétisable. La seule chose nécessaire, c'est la volonté politique. Tel était le message de la conférence S&D sur la protection des lanceurs d'alerte qui s'est tenue au Parlement européen.

Communiqué de presse du groupe S&D

[Lire le communiqué](#)
[Mon discours de clôture](#)
[Voir la vidéo](#)

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS...

Mercredi 19 octobre 2016

Nous, femmes de gauche, combattons le sexisme et le racisme

Par Elsa Di Méo, Secrétaire nationale à l'action et à la promotion républicaine et Marie Le Vern, Députée de Seine-Maritime

Les premières signataires : Anne-Yvonne Le Dain, députée de l'Hérault; Catherine Coutelle, députée de la Vienne; Catherine Troallic, députée de Seine-Maritime; Maud Olivier, députée de l'Essonne; Marie-Arlette Carlotti, députée des Bouches-du-Rhône; Pervenche Berès, députée européenne d'Ile-de-France; Sylvie Guillaume, députée européenne du Sud-Est; Michelle Meunier, sénatrice de la Loire-Atlantique; Claire-Lise Champion, sénatrice de l'Essonne; Marie-Françoise Clergeau, députée de Loire-Atlantique; Laurence Dumont, députée du Calvados; Marylise Lebranchu, députée du Finistère; Corinne Narassiguin, porte-parole du Parti socialiste; Marie-Laure Fages, secrétaire nationale du Parti socialiste aux droits de l'homme et à l'humanitaire.

En réaction aux menaces proférées par l'extrême droite à la secrétaire de section socialiste Insaf Rezagui, des députées et femmes politiques se rassemblent ce mercredi à l'Espace municipal de Fréjus afin de dénoncer une banalisation de ces procédés. Les menaces dont a été victime la secrétaire de section de Fréjus ont mis en lumière la réalité quotidienne des militantes et citoyennes engagées pour défendre les valeurs de la République. Le témoignage d'Insaf Rezagui nous a émues. Ces intimidations sont intolérables.

Tribune commune parue dans Libération
[Lire la tribune](#)

...ET PARTOUT, TOUT LE TEMPS, CONTRE L'EXTRÉMISME ET LE POPULISME

Mardi 25 octobre 2016

Pour un pacte de l'État de droit

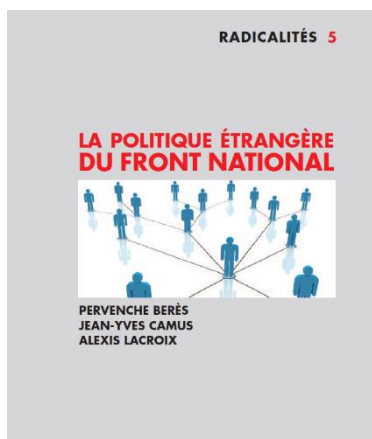
Le Parlement européen a adopté aujourd'hui un rapport demandant la création d'un mécanisme de l'Union pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux, ce dont les eurodéputés socialistes et radicaux se félicitent. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de doter l'Union européenne d'une gouvernance démocratique aussi rigoureuse que sa gouvernance économique. Si le respect des règles économiques et fiscales de l'Union est scruté de manière systématique, le respect de l'État de droit devrait mériter à minima la même attention !

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

Mercredi 12 octobre 2016

Le Front national a-t-il une stratégie internationale ?



Au lendemain du vote sur le Brexit, l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen et le journal *Marianne*, s'est penché sur les propositions du Front national en matière de politique étrangère lors d'un débat organisé à la Fondation Jean-Jaurès à Paris le 18 juillet 2016. Quelles sont les stratégies internationales du Front national ? Avec qui ce parti tisse-t-il des liens, notamment au Parlement européen depuis les élections européennes de 2014 ? Je dialogue avec Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques, dans le cadre d'un débat animé par Alexis Lacroix, directeur adjoint de la rédaction à *Marianne*... Une publication en retrace les principaux échanges.

Cahier N° 5 de la collection "Radicalités"

[Lire le Cahier N°5](#)

[Voir la vidéo](#)

VIE DE LA DÉLÉGATION

Mercredi 27 octobre 2016

Renouvellement à mi-mandat

A l'unanimité et par acclamation, les eurodéputés socialistes et radicaux ont pré-désigné Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy pour prendre la succession de Pervenche Berès à la tête de la délégation socialiste française au mois de janvier prochain. Ce choix fait suite à la désignation de Pervenche Berès comme coordinatrice de la commission des affaires économiques qui doit être confirmée lors de la reconstitutive à mi-mandat du Parlement européen. C'est l'occasion d'un passage de témoin, d'un renouvellement et d'une montée en puissance d'une nouvelle génération qui gagne en influence au sein du Parlement européen...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

AGENDA

LUNDI 7 NOVEMBRE 2016

Colloque de la DG FISMA de la Commission européenne sur le cadre macro financier - Bruxelles

MARDI 8 NOVEMBRE 2016

Commission des Affaires constitutionnelles – Bruxelles

Commission PANA - Blanchiment de capitaux, évasion fiscale et fraude fiscale - Bruxelles

Commission Economique et monétaire – Bruxelles

Réunion des coordinateurs ECON - Bruxelles

MERCREDI 9 NOVEMBRE 2016

Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche – Bruxelles

Commission Economique et monétaire – Bruxelles

Dîner-Débat dans le cadre de l'Intergroupe « Investissements à long terme » sur l'Union des marchés des capitaux et sur les critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance - Bruxelles

JEUDI 10 NOVEMBRE 2016

Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche – Bruxelles

Commission Economique et monétaire – Bruxelles

Intervention au déjeuner-débat EUROSIF sur les critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance - Bruxelles

LUNDI 14 NOVEMBRE 2016

Colloque de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) : « L'impact du Brexit sur les services financiers » – Paris

MARDI 15 NOVEMBRE 2016

Délégation socialiste française – Bruxelles

Réunion du bureau et des chefs de Délégation - Bruxelles

Groupe S&D - Bruxelles

MERCREDI 16 NOVEMBRE 2016

Groupe S&D – Bruxelles

Délégation socialiste française – Bruxelles

Groupe du Collège Voltaire de Sarcelles – Bruxelles

Conférence du groupe S&D sur le reporting pays par pays

JEUDI 17 NOVEMBRE 2016

Débat à la section de Sèvres : « Quelle feuille de route aujourd'hui pour les députés socialistes et sociaux-démocrates qui refusent l'enlisement après le vote du BREXIT ? »

VENDREDI 18 NOVEMBRE 2016

Colloque Historique International, organisé par l'Association des amis de Jean Monnet : « Jean Monnet et l'Economie - Les voies de la relance européenne » - Paris

DU LUNDI 21 NOVEMBRE AU JEUDI 24 NOVEMBRE 2016

Session plénière à Strasbourg

[Se désabonner](#)